

CLAIMS RESOLUTION TRIBUNAL

dans le cadre du *Holocaust Victim Assets Litigation*
Affaire Numéro CV96-4849

Décision d'attribution certifiée

en faveur de la requérante, [SUPPRIMÉ]

concernant le compte bancaire de Georges Joseph

Numéro de requête : 223157/AH¹

Montant de la décision d'attribution : 9'960.00 francs suisses

La présente décision d'attribution certifiée est basée sur la requête déposée par [SUPPRIMÉ](ci-après : « la requérante ») concernant le compte publié de Georges Joseph (ci-après : « le titulaire du compte ») auprès de la [SUPPRIMÉ]². Elle porte sur le compte non publié de Georges Joseph auprès de la [SUPPRIMÉ](ci-après : « la banque »).

Toutes les décisions sont publiées. Cependant, lorsque – comme en l'espèce – les requérants ont demandé le traitement confidentiel de leurs requêtes, les noms des requérants, de tout parent des requérants autre que le titulaire du compte, ainsi que celui de la banque, ne sont pas divulgués.

Informations fournies par la requérante

La requérante a soumis un formulaire de requête auprès du CRT et une requête auprès du bureau de liaison d'ATAG Ernst & Young en 1998. Dans ces requêtes, elle identifie le titulaire du compte comme étant son petit-cousin, Georges Joseph, qui est né aux environs de 1922 à Luxembourg et était le fils unique du cousin germain du père de la requérante. Cette dernière ajoute que son petit-cousin - qui était juif - a vécu au 18 rue de Strasbourg, grand-duché de Luxembourg, jusqu'en 1939, où il s'est installé à Nice. L'année suivante, il a de nouveau déménagé pour s'installer à Cuneo, en Italie. La requérante déclare que son petit-cousin a été tué par des fascistes italiens aux environs de 1944.

La requérante indique que son petit-cousin a fait des études pour devenir peintre. Elle ajoute que le père de son petit-cousin a ouvert un compte bancaire suisse au nom de son fils afin d'assurer son avenir après la Seconde Guerre mondiale. Elle précise que ses parents vivant aux États-Unis et qui ont survécu à l'Holocauste lui ont également parlé de ce compte.

¹ La requérante a également soumis une requête sur le compte de Marcel Salomon à laquelle le numéro 223157 a été attribué. Celle-ci fera l'objet d'une décision séparée.

² La requête soumise sur ce compte fera l'objet d'une décision séparée.

La requérante déclare que ses propres parents ont péri à Auschwitz et qu'après la Seconde Guerre mondiale elle a été officiellement adoptée par la famille de son petit-cousin, au sein de laquelle elle a vécu de l'âge de 11 à 23 ans. Elle indique qu'elle est née le 13 mars 1935 à Luxembourg.

Informations contenues dans les documents bancaires

Il ressort des documents bancaires, qui consistent en un extrait imprimé de la base de données de la banque, que le titulaire du compte était Georges Joseph. Les documents bancaires indiquent que le titulaire du compte détenait un livret/compte d'épargne. Ils ne précisent pas quand le compte a été ouvert mais indiquent qu'il demeure ouvert et en déshérence. Les réviseurs qui ont mené leur investigation dans la banque pour identifier les comptes de victimes de persécutions nazies sur les instructions de l'*Independent Committee of Eminent Persons* (« l'investigation de l'ICEP ») ont indiqué qu'il n'y avait aucune preuve d'activité sur ce compte après 1945. Il ressort de l'investigation de l'ICEP que le montant du compte, au 1^{er} janvier 1999, était de 0.16 francs suisses.

Analyse effectuée par le CRT

Identification du titulaire du compte

La requérante a identifié le titulaire du compte de façon plausible. Le CRT note que les documents bancaires ne contiennent pas d'informations spécifiques concernant le titulaire du compte - hormis son nom - et il n'est, par conséquent, pas possible de comparer les informations supplémentaires fournies par la requérante à celles qui figurent dans les documents bancaires. Le CRT conclut néanmoins que la requérante a identifié le titulaire du compte de façon plausible.

Le prénom du parent de la requérante correspond au nom non publié du titulaire du compte. La requérante a également fourni des informations détaillées concernant son petit-cousin et la famille de ce dernier, notamment les noms des membres de sa famille et des lieux où ils ont vécu avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, l'occupation de son petit-cousin, ainsi que les circonstances de son décès. Par ailleurs, le 3 novembre 1998, la requérante a déposé une requête auprès du bureau de liaison d'ATAG Ernst & Young avant la publication, en février 2001, de la liste des comptes identifiés par l'*Independent Committee of Eminent Persons* comme ayant probablement ou éventuellement appartenu à des victimes de persécutions nazies (la « liste de l'ICEP »). Dans sa requête, elle a revendiqué des droits sur un compte au nom de Georges Joseph, dont elle a orthographié le nom comme celui du titulaire du compte identifié dans les documents bancaires.

Le titulaire du compte en tant que victime de persécutions nazies

La requérante a démontré qu'il est plausible que le titulaire du compte ait été une victime de persécutions nazies. Elle a affirmé que le titulaire du compte était juif et a vécu en Italie alors que le pays était sous le contrôle des nazis. La requérante a également déclaré que le titulaire du compte a été tué par des fascistes en Italie.

En outre, le CRT note que le nom de Georges Joseph figure dans une base de données contenant les noms de victimes de persécutions nazies, qui précise que ce dernier est né à Luxembourg et qu'il a par la suite vécu à Nice. Celle-ci indique par ailleurs que Georges Joseph était étudiant et qu'il ne s'est jamais marié. Ces informations correspondent aux renseignements fournis par la requérante en ce qui concerne le titulaire du compte. Cette base de données est une compilation de noms provenant de diverses sources, notamment le Mémorial de Yad Vashem en Israël.

Le lien de parenté entre la requérante et le titulaire du compte

La requérante a rendu vraisemblable qu'elle est apparentée au titulaire du compte, en produisant des informations détaillées concernant son petit-cousin, notamment les noms des membres de la famille de son petit-cousin, leur lien de parenté avec sa propre famille, leurs adresses avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale, ainsi que l'occupation de son petit-cousin et les circonstances de son décès. La requérante a indiqué que le titulaire du compte ne s'est jamais marié et rien ne semble indiquer que le titulaire du compte ait d'autres héritiers.

Présomptions relatives aux comptes fermés « par inconnu »

Les documents bancaires indiquent que le compte en question demeure ouvert et en déshérence. Il est par conséquent clair que ni le titulaire du compte ni ses héritiers n'ont reçu les avoirs de ce compte.

Fondement de la décision d'attribution

Le CRT a déterminé qu'une décision d'attribution peut être rendue en faveur de la requérante. En premier lieu, la requête est recevable conformément aux critères établis à l'article 23 des Règles. En second lieu, la requérante a démontré de manière plausible que le titulaire du compte était son petit-cousin et ce lien de parenté justifie qu'une décision d'attribution soit rendue. Enfin, le CRT a déterminé qu'il est plausible que ni le titulaire du compte ni ses héritiers n'aient reçu les avoirs du compte revendiqué.

Montant de la décision d'attribution

Les documents bancaires indiquent que la valeur du compte d'épargne du titulaire du compte était de 0,16 francs suisses, au 1^{er} janvier 1999. En application de l'article 37(1) des Règles, ce montant est majoré de la somme de 925.00 francs suisses, qui reflète les frais bancaires standardisés prélevés sur le compte d'épargne entre 1945 et le 1^{er} janvier 1999. La somme de 714.42 francs suisses est déduite de ce montant pour refléter les intérêts versés sur le compte en question. En conséquence, le solde ajusté dudit compte est de 210.74 francs suisses. En application de l'article 35 des Règles, si la valeur d'un compte/livret d'épargne était inférieure à 830.00 francs suisses, en l'absence de preuve plausible du contraire, le montant du compte sera fixé à 830.00 francs suisses. Conformément à l'article 37(1) des Règles, la valeur actuelle du compte est obtenue en multipliant le montant précité, fixé en application de l'article 35, par un facteur de 12. La requérante a ainsi droit à un montant total de 9'960.00 francs suisses.

Lorsque la valeur d'un compte est basée sur les présomptions de l'article 35 des Règles ou lorsque le CRT estime qu'un compte est susceptible de faire ultérieurement l'objet de requêtes concurrentes valables, les requérants recevront un paiement initial correspondant à 35 % du

montant total de la décision d'attribution. Les requérants pourront recevoir un second paiement pouvant aller jusqu'au 65 % restant du montant total de la décision d'attribution après le règlement de toutes les requêtes et avec l'approbation de la Cour. Dans le cas présent, la valeur du compte en question est partiellement basée sur les présomptions de l'article 35. En l'espèce, 35 % du montant total de la décision d'attribution correspond à 3'486.00 francs suisses.

Portée de la décision d'attribution

Le CRT informe la requérante que, conformément à l'article 25 des Règles, sa requête fera l'objet de recherches additionnelles afin de déterminer s'il existe d'autres comptes bancaires auxquels elle aurait droit. De telles recherches porteront notamment sur la base de données de la totalité des comptes, laquelle comprend 4,1 millions de comptes bancaires suisses qui étaient ouverts entre 1933 et 1945.

Certification de la décision d'attribution

Le CRT recommande à la Cour d'approuver la présente décision d'attribution afin que les Représentants spéciaux procèdent au paiement.

Claims Resolution Tribunal